



Itinéraire d'un économiste critique

Entretien avec Michel Husson

Comment êtes-vous devenu économiste ?

Je crois que ce qui m'a conduit à l'économie, c'est un intérêt général pour les sciences sociales, un goût qui combinait deux choses : la préoccupation pour la société, et l'attraction pour la quantification mathématique. Et donc, par éliminations successives, après avoir fait un peu de Sciences po, je me suis recentré sur l'économie. Ensuite, j'avais trois options : soit me « prolétariser » en devenant enseignant dans le secondaire, soit suivre la carrière universitaire, soit faire l'Insee. J'ai choisi l'Insee en 1971. Ce qui me plaisait, dans cette option, c'était d'être dans l'appareil d'État, pour pouvoir l'analyser, et le critiquer, de l'intérieur. Et puis, par rapport à la carrière universitaire, on n'avait pas besoin de courtiser un mandarin quelconque : il suffisait de passer un concours pour être pris. Donc je suis entré à la Direction de la Prévision (DP) du ministère des Finances en 1975. Et là j'ai commencé une carrière à double face, d'économiste professionnel et de militant politique, qui intervenait principalement sur les questions économiques et sociales.

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRÉDÉRIC LEBARON
ET ANTONY BURLAUD

Dans votre parcours, le militantisme politique intervient-il en même temps que l'économie ?

Oui, avec 1968. Je venais de province, et j'ai évolué assez rapidement. Étudiant à Panthéon-Assas, j'étais plongé dans la culture marxiste du temps. Ma culture marxiste, je crois que je l'acquiers en réaction à l'enseignement de la fac. J'avais Raymond Barre comme professeur, et je me souviens d'une séance où il avait fait deux courbes pour démontrer que les syndicats empêchaient la réalisation du plein emploi. Ce sont des souvenirs qui marquent. En outre, à l'époque, droit et sciences économiques étaient mélangés, et l'on avait des professeurs d'économie qui étaient très mauvais, et incitaient à aller voir ailleurs. Une exception importante, un enseignant qui m'a éveillé à l'économie, c'est Carlo Benetti, qui enseignait en DES. Un vrai choc intellectuel : il nous apportait l'idée que, quand on s'intéresse à l'histoire de la pensée économique, il faut aller lire les grands auteurs. Il nous transmettait un souci de rigueur

Cette formation à l'économie marxiste était, sans doute, complétée par d'autres lectures ?

Dui. Marx comptait, bien sûr, mais je n'étais pas dogmatique. Mes deux maîtres à penser, à l'époque, étaient sans doute André Gorz et Ernest Mandel. Le Gorz qui m'a le plus marqué, c'était le théoricien du PSU (où je militais dans ces années-là), l'auteur de *Stratégie ouvrière et néocapitalisme* [1965], celui des années 1960-70, qui s'efforçait de combiner une critique du capitalisme avec des éléments de stratégie qui soient cohérents avec cette critique, bref l'idée d'un réformisme radical assez proche à nos yeux d'un programme de transition. Mais j'ai toujours suivi les travaux de Gorz, et quelques temps avant sa mort nous avons même eu un petit échange épistolaire. Mandel, c'était bien sûr la référence trotskyste sur les questions économiques, et politiques. Ce qui me plaisait chez Mandel, c'est que son fonds assez orthodoxe était combiné à un marxisme assez ouvert, qui n'était pas la pure répétition du dogme, l'analyse infinie des textes de Marx. C'était pour moi le modèle de l'application de la théorie marxiste à des débouchés politiques. Il faudrait citer évidemment d'autres noms. Par exemple, j'ai aussi été influencé par l'équipe de la revue *Critique de l'économie politique* (Pierre Salama, Jacques Valier). J'ai écrit deux ou trois articles dans la revue, mais plus tard, entre 1981 et 1982, pas dans la première phase (trotskyste) de la revue. Puis ils m'ont proposé de participer au comité de rédaction. Et deux mois après, la revue s'arrêtait !

Vous évoquiez tout à l'heure votre entrée à la Direction de la Prévision

et parlez d'« une carrière à double face ». Comment se déroulait votre vie d'économiste d'État, et comment s'articulait-elle avec votre engagement politique ?

Dans les années 1970, il y avait encore, dans l'administration économique, toute une série de lieux critiques, qui ont été progressivement éliminés. Pour ma part, je suis arrivé à la DP en 1975, au moment où Edmond Malinvaud avait commencé à écrémer tout ce qui était trop subversif (notamment Robert Boyer) : le néo-classicisme commençait à balayer le keynésianisme jusqu'alors dominant. Je dirais que la situation était ambivalente. Il y avait certes une sorte de schizophrénie : d'un côté, à la DP, je faisais tourner les modèles, et d'un autre côté, dans *Critique de l'économie politique*, je faisais une critique de ces modèles. Mais l'Insee comme la DP faisaient encore une place à l'économie critique : à l'Insee, on faisait encore des études macro sur le capitalisme français, qui pouvaient ensuite passer dans des discours politiques critiques ; l'Insee faisait des études de variantes, qui pouvaient contribuer à éclairer le débat public. Le discours critique était, sous certaines conditions, recevable dans l'administration économique. J'ai en tête un exemple : Hugues Bertrand avait fait un travail remarquable d'analyse de l'économie française, en utilisant des cadres d'analyse marxiste (section des moyens de productions, section des moyens de consommation), et il avait fait deux versions de ce travail : l'une, proprement marxiste, dans *Critique de l'économie politique* ; et l'autre dans la revue officielle du ministère. Il avait établi une sorte de glossaire. Par exemple, quand il parlait de composition organique du

capital, il traduisait par « intensité capitaliste » ; taux d'exploitation devenait, dans la revue du ministère, « partage des salaires » etc. Donc on pouvait encore utiliser les matrices idéologiques ou conceptuelles marxistes, mais en faisant attention à la formulation. Mais encore une fois, c'était la fin. Ensuite, tout cela a été normalisé.

Dans le milieu encore assez politisé des économistes d'État, quelles étaient les relations ? Y avait-il une proximité politique, des échanges interpartisans assez denses, des relations tendues ?

Il y avait une certaine proximité, même si nous n'appartenions pas aux mêmes organisations. À la DP, il n'y avait guère d'économistes du PCF, avec lesquels existait la même hostilité réciproque qu'entre le PCF et les gauchistes. Il y avait Bruno Théret, qui était comme moi au groupe Taupe [proche de la LCR], et Hugues Bertrand qui devait être maoïisant. Tous les deux deviendront d'éminents régulationnistes.

Et les régulationnistes justement ? Vous vous êtes montré, dans divers textes, assez critique à leur endroit.

On avait un rapport plutôt positif avec les apports des régulationnistes : Boyer était plutôt un maître, Aglietta aussi. Mais un rapport critique aussi, parce qu'il fallait d'une certaine façon maintenir face à eux l'identité marxiste. C'est vrai que j'ai écrit des articles assez critiques sur la régulation, le premier en 1983, mais d'un autre côté j'ai souvent été traité de « régulationno-marxiste », donc c'est un rapport d'emprunt, et en même temps de délimitation, qui n'exclut pas une certaine proximité. À cette

époque en tout cas. Il y a eu un changement ensuite, quand Boyer, Mistral et d'autres ont cherché à trouver un nouveau mode de régulation – construit autour de nouvelles productivités, de nouveaux compromis sociaux – qui nous paraissent peut-être souhaitables dans l'abstrait, mais complètement décalés par rapport aux processus qui étaient réellement à l'œuvre.

À la toute fin des années 1970, vous rejoignez la LCR, dont vous étiez proche depuis quelques années. En quoi consiste, à cette époque, votre activité d'économiste militant ? Contribuez-vous, par exemple, à rédiger des programmes ?

Pas vraiment, pas au début. La rédaction de programmes, j'avais fait ça un peu avant, quand j'étais au PSU, jusqu'en 1970. Non, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, je me rappelle avoir beaucoup travaillé sur Sraffa, et le problème de la transformation des valeurs en prix de production. Cela me semblait important, utile... et politique. Bien sûr, les gens ne défilent pas dans les rues au nom de la théorie de la valeur. Mais l'argument selon lequel Marx s'est trompé, parce qu'il a une théorie de la valeur (dans le livre I du *Capital*) qui ne correspond pas avec sa théorie des prix de production (dans le livre III) a joué un grand rôle dans les cercles académiques pour reconsidérer Marx, et cela depuis la fin du XIX^e siècle. Il me semblait donc utile d'intervenir sur cette question. J'ai écrit tout un manuscrit. J'ai fait un article dans *Critique de l'économie politique*, et cet article n'a eu aucun écho. J'ai envoyé le manuscrit du bouquin à plusieurs économistes, sans effet. Ça m'a beaucoup marqué, car dans ce débat-là,

il y a beaucoup de cinglés qui pensent avoir trouvé la solution avec des montages d'équations. Et je me suis dit : peut-être que je fais partie de ces cinglés. Donc j'ai laissé ça de côté. L'article a eu, depuis, un certain écho aux États-Unis. Mais sur le moment, c'était un échec. Et puis, au début des années 1980, je me suis mis à écrire dans la presse de la LCR, dans *Critique communiste*, puis dans *Rouge*, où j'ai eu une chronique hebdomadaire. C'était, évidemment, un autre registre d'écriture.

Cet engagement partisan se doublait-il d'une activité syndicale ?

J'étais à la CFDT. Spontanément, j'aurais peut-être été plus porté vers la CGT, mais à l'époque, ils avaient viré tous les gauchos. Donc je suis entré à la CFDT, j'ai même été secrétaire de section à la DP pendant un temps. J'ai notamment participé à la revue *Collectif*, animée par des syndicalistes de gauche de plusieurs centrales syndicales. Et il y a eu, au niveau des syndicats de l'Insee et de la DP, un moment où l'on travaillait souvent ensemble. Au moment du passage à l'austérité, on avait par exemple publié, en tant que groupe syndical, notre commentaire d'économistes sur les comptes de la nation.

Politiquement et économiquement, les années 1980 marquent le basculement dans une ère nouvelle – que vous aurez l'occasion d'analyser par la suite. Quand avez-vous, vous qui étiez à la fois économiste et militant, perçu cette entrée dans un système économique et social différent ?

Le changement d'époque économique, on l'avait déjà entrevu avec la précé-

dente récession, celle des années 1970. Je ne prétends pas que j'avais tout anticipé, mais on avait le sentiment que quelque chose de fondamental avait basculé. Quant au tournant politique, on le percevait assez vite. En mai 1981, déjà, le refus de dévaluer par principe nous était apparu comme une première forme de soumission au système financier international. Assez vite aussi, il y a eu la volonté affirmée par le gouvernement de ne pas utiliser les nationalisations comme un levier politique, mais seulement comme un moyen de nettoyer les grands groupes. Puis le tournant vers la rigueur, en 1982 et 1983, a confirmé la tendance.

Comment la LCR réagit-elle à ce changement d'époque ?

En 1982, la Ligue a relancé sa commission économie – le « groupe de travail économique » (GTE). La gauche arrivait au pouvoir, elle commençait déjà à basculer vers la rigueur, et il fallait renforcer notre discours économique. L'impulsion est venue de la direction de la LCR qui a constitué une commission où figuraient notamment Thomas Coutrot, Norbert Holcblat, Jacques Bournay. Le principe, c'était qu'il nous fallait des analyses concrètes. Je me rappelle que lors d'une réunion, un camarade avait lancé : « Il faudrait qu'on étudie la loi de la valeur au niveau international », et tout le monde avait dit : « Ah non, certainement pas ! ». L'idée était vraiment de faire quelque chose qui soit concret, utile, d'essayer de comprendre ce qui se passait. Le GTE, dont en pratique j'étais l'animateur, a constitué une bonne expérience. On a fait du bon travail de formation à l'intérieur de la

Ligue, produit des argumentaires. On aurait pu, peut-être, être plus utilisés par la direction...

Cette activité intellectuelle et militante avait-elle, à l'époque, une dimension internationale ? On pense aux réseaux de la IVe Internationale.

Oui, il y avait notamment une école de formation de la Quatrième à Amsterdam. Mandel y est venu une fois ou deux. Et les échanges étaient très fructueux. Il y avait des gens comme Francisco Louça, aujourd'hui dirigeant du Bloco de gauche au Portugal. Des Espagnols, aussi, qui avaient des postes à la Banque d'Espagne, mais qui faisaient du marxisme toute la journée. Des gens de toutes les régions du monde, qui nous immunisaient contre un certain eurocentrisme.

Dans le contexte idéologique transformé des années 1980-90, comment fait-on pour rester marxiste ?

C'était une époque difficile. C'était un peu la traversée du désert. Il y a eu une espèce de reflux, dans lequel nous avons été entraînés. Au niveau du monde intellectuel, par exemple avec la disparition de *Critique de l'économie politique*. Et au niveau de l'organisation politique, bien sûr. Je me rappelle une fête organisée par la LCR, pour les 20 ans de mai 68 je crois, sur un terrain vague. C'était absolument déprimant. Et les effectifs avaient fondu. Aujourd'hui, dans ce genre d'organisations, la rupture générationnelle est nette : il y a beaucoup de « vieux » ; des « jeunes » qui rentrent aujourd'hui ; et au milieu, rien, une espèce de génération perdue, la généra-

tion de ces années-là. Je crois que c'est l'effet Mitterrand, le résultat de l'espoir déçu des années 1980. Bref, on était vraiment affaiblis et marginalisés. Mais la force de la LCR, c'était son implantation dans les syndicats, les mouvements sociaux.

Vous-même, vous rejoignez les mouvements sociaux, puisqu'au début des années 1990, vous vous engagez fortement dans Agir contre le chômage (AC !)...

Oui, il y a eu un tournant en 1993, moment de récession assez forte, avec une très forte montée du chômage, qui touchait même les plus qualifiés (donc balayait l'idée que le chômage est lié au manque de compétences). À l'initiative de Claire Villiers et de Christophe Aguiton, il y a eu l'idée de lancer un mouvement, qui s'est appelé AC ! (Agir ensemble contre le chômage), le plus large possible, et moi, là-dedans, j'étais l'économiste de service. Pour la première fois, je faisais la liaison entre des travaux économiques abstraits (sur le temps de travail par exemple) et un mouvement social qui avait besoin d'un argumentaire. Deux marches contre le chômage ont été organisées, l'une en France, l'autre au niveau européen. Puis le mouvement s'est effloché. Et ce sont les thèses « negristes » qui l'ont emporté, contre le plein emploi, contre la réduction du temps de travail. En somme, le mot d'ordre « Le revenu, c'est un dû » l'a emporté sur « L'emploi, c'est un droit » – alors qu'il fallait combiner les deux.

Dans ces débats autour des politiques de l'emploi, quelle position défendiez-vous ?

Dans le programme de Mitterrand en 1981, il y avait le passage aux 35 heures... en 1985. Et nous étions, nous, porteurs de cette idée-là : travailler moins pour travailler tous. Mais même parmi les partisans d'une réduction du temps de travail, les débats étaient forts. Lors de la campagne Juquin, en 1988, il y avait déjà eu des désaccords, à l'intérieur du « staff », sur la politique des revenus qui devait être associée à cette réduction. En 1993, on a vu resurgir ces débats. Alain Lipietz défendait l'idée qu'il fallait partager la masse salariale, et que la réduction du temps de travail devait s'accompagner d'une baisse des salaires. Pour moi (et d'autres), l'idée était au contraire qu'il fallait modifier le partage de la valeur ajoutée entre les salaires et les profits. Mais je crois que nous avons tous sous-estimé la vraie question, qui était l'obligation [faite aux patrons] d'embauches compensatoires. C'était plus important, au fond, que le salaire. Car si on avait réellement avancé vers le plein emploi, cela aurait modifié les rapports de forces et permis de mieux poser la question du salaire.

Le revenu garanti plutôt que le plein-emploi, cette thèse dont vous regrettez le succès, n'est-ce pas approximativement celle de votre « maître » André Gorz ?

C'est compliqué, car Gorz a beaucoup évolué sur ces questions, notamment sur celle du revenu universel. Dans un premier temps, il s'est montré critique, mais ensuite il s'est rallié, en effet, à cette idée-là. Sa thèse, dans les *Adieux au prolétariat* (1980), c'était que l'on ne peut pas se libérer dans le travail, qu'il y a une part de travail hétéronome de toute façon, que sur le lieu de travail il y

aura toujours l'exploitation, et que c'est ailleurs qu'il faut se libérer. J'ai toujours été critique de Gorz sur ce point : un projet de transformation sociale, c'est se libérer *aussi* dans le travail. L'idée de cohabitation d'une sphère où tout continuerait comme avant et d'une sphère où on se libèrerait est une stratégie, ou une représentation, qui n'est pas cohérente. Là-dessus, je pense comme Simone Weil : « nul n'accepterait d'être esclave deux heures ; l'esclavage, pour être accepté, doit durer assez chaque jour pour briser quelque chose dans l'homme »

Votre investissement dans AC ! correspond-il pour vous à une nouvelle époque, à une nouvelle logique, où les mouvements sociaux remplaceraient la forme partisane classique ?

Cela correspond certainement à l'entrée dans une nouvelle phase, marquée par la mobilisation de 1995, puis par la formation d'Attac (1998). Mais ces nouvelles formes de mobilisation devaient-elles remplacer le parti ? C'est un débat qui a eu lieu dans la LCR à cette époque, parce qu'on s'apercevait qu'il y avait une césure entre les dirigeants plus « politiques », et ceux qui étaient principalement investis dans leurs mouvements sociaux. Il faut dire que l'investissement dans les mouvements sociaux, à l'époque, était plus porteur que la participation aux réunions du comité central de la LCR... Donc la question de la forme parti s'est posée. Mais il me reste un vieux fonds léniniste, qui me porte à penser que la forme parti est nécessaire pour donner une dimension globale à des investissements locaux ou sectoriels.

Au début des années 2000, vous avez également mis vos compétences d'économiste au service du mouvement pour la défense des retraites

Il y a eu un travail commun entre la Fondation Copernic et Attac pour construire des argumentaires, qui dans un premier temps sont restés à peu près sans écho. Et dont d'un coup le mouvement s'est emparé. Malgré la défaite finale, cela a été un moment intéressant. Brusquement, il y a eu une jonction entre le travail d'analyse théorique et le mouvement social. Je me souviens avoir fait, en février 2003, des réunions sinistres, avec quelques personnes seulement dans la salle. Et puis quelques mois plus tard, dans un endroit perdu de Seine-et-Marne, une salle de 300 ou 400 personnes. On a connu la même chose en 2005, au moment du référendum sur le TCE.

Un mot sur la manière dont vous concevez votre rôle. Vous écrivez dans un de vos livres : « l'économiste critique doit tenir les deux bouts », c'est-à-dire être à la fois solide scientifiquement, et capable de faire de la pédagogie. Comment réalisez-vous ce tour de force, et quel type d'intervention cela commande-t-il ?

L'image que j'ai, c'est celle d'une chaîne de production : il y a d'un côté des études économiques incompréhensibles, techniques, mathématiques, et puis toute une série d'intermédiaires qui conduit au discours politique *lambda* (par exemple : « il faut baisser le smic pour les jeunes sinon on ne peut pas les employer »). Mon travail d'économiste critique, c'est de mon-

trer comment on passe de l'un à l'autre, d'aller critiquer, en économiste, le raisonnement d'origine, pour invalider les conséquences politiques qu'on en tire. C'est faire de la contre-expertise. C'est construire une contre-chaîne, pour s'opposer à la chaîne dominante. Il faut donc jouer sur deux registres, scientifique et politique. Et ça, c'est très difficile. Parce que pour le milieu académique, on est trop militant, et pour le milieu militant, on est trop technique. Quant au mode d'exposition requis, il me semble qu'il faut essayer de mélanger les deux. J'ai l'impression que beaucoup de mes textes ne sont pas très homogènes, qu'ils combinent des parties assez techniques, et des parties plus radicales. Ça correspond à cet enjeu, à cette difficulté, qui n'a sans doute pas de solution. Mais il faut le faire tout de même. Sur les retraites, par exemple, le gouvernement disait : « il va y avoir un raz-de-marée de vieux, qui vont pomper tous les revenus, donc il faut baisser les retraites ». Si vous n'avez pas des analyses « techniques » qui vous montrent que ce n'est pas si simple, vous marchez. Donc il faut bien essayer de mettre à disposition des militants des analyses économiques... Les textes courts, les livres, le site internet (*hussonet.free.fr*) servent à ça.

Une de vos dernières interventions politiques a consisté à participer à l'audit de la dette grecque.

En effet, j'ai été contacté par Éric Toussaint, qui anime le CADTM avec d'autres. Zoé Konstantopoulou, la présidente du Parlement grec, avait mis en place une commission qui avait un statut très officiel, pour faire l'audit de la dette du pays. C'était une expérience

très enrichissante avec des gens qui venaient d'un peu tous les coins du monde, d'Équateur, du Brésil, de Chypre, d'Espagne... j'en oublie. L'idée était de fabriquer un argumentaire pour demander un moratoire de la dette. Mais ce projet a été percuté – bien qu'on ait travaillé très vite – par les événements, et notamment le fameux referendum de 2015.

Constatez-vous aujourd'hui, à la faveur, par exemple, de la crise, un regain d'intérêt pour Marx et le marxisme ?

Ayant à discuter une biographie récente qui juge que Marx n'a rien à apporter à un économiste de notre temps, je me suis posé la question. L'essentiel pour moi dans Marx, c'est d'abord la théorie de la valeur. Par exemple, je pense que cela sert encore, aujourd'hui, pour penser la finance (qui est pour moi une ponction de valeur, et pas une création de valeur). Et c'est aussi la conviction que fondamentalement le capitalisme est un destructeur d'espérance, et qu'il ne peut fonctionner que d'une manière régressive. C'est pour ça que, dans ce que j'écris, on trouve une critique du keynésianisme, de l'idée qu'on pourrait trouver une relance, un dynamisme continu, un équilibre toujours possible. Sur la nature du capitalisme et sur la théorie de la valeur, je suis assez orthodoxe. Mais sur d'autres problèmes économiques contemporains importants, comme par exemple la crise de l'euro, je pense qu'on n'a pas besoin de Marx. Par exemple, j'ai polémique avec les marxistes orthodoxes qui disent que la crise est forcément due à la baisse tendancielle du taux de profit – ce qui

ne me convainc pas du tout. Sur le rapport à Marx, il y a une anecdote qui m'a beaucoup frappé. J'ai travaillé et enseigné deux ans au Mexique (entre 1985 et 1987). Je faisais un modèle de l'économie mexicaine, là-bas, à l'institut de statistique, et j'avais trouvé que les échanges de services étaient finalement économétriquement très sensibles au taux de change entre le peso et le dollar. Le modèle marchait bien : quand le peso est fort, les riches mexicains vont acheter aux États-Unis. Et là, il y a un étudiant de gauche qui me dit, choqué : « mais enfin, ça, c'est un truc néoclassique ». Ça m'a beaucoup frappé parce que, bien sûr, l'arbitrage selon les prix relatifs c'est néoclassique si l'on veut, mais refuser de l'admettre parce que ce n'est pas rigoureusement marxiste... Pour cet étudiant, le marxisme devenait un corset, et le rendait incapable d'analyser des mouvements réels. Je lui ai dit d'aller à la frontière voir les gens qui font la queue pour faire le plein de l'autre côté.

S'il n'y a pas vraiment de « retour à Marx », admettez-vous qu'il y a, plus généralement, un « retour de la pensée critique » ?

On est dans une phase où il y a une multiplicité de choses qui sont intéressantes. Il y a une floraison de discours critiques, des débats sur les différents combats, écologistes, féministes, anti-racistes, etc. Mais le gros problème, à mon avis, c'est celui de la coordination ou de la convergence entre ces éléments-là. De ce point de vue, ayant quitté la LCR en décembre 2006, je me sens un peu orphelin d'une organisation politique. Avec, en plus, un

fond de pessimisme sur le rythme du changement et sur le défi climatique. En tant qu'économiste, je me suis amusé à faire des calculs en comparant les économies de CO2 qu'on peut faire, la croissance démographique, la croissance possible du PIB... Et la conclusion, c'est ce que les objectifs du GIEC supposent des transformations absolument radicales, qui me semblent hélas hors de portée.

Il semble que cette prise en compte des enjeux écologiques représente une nouveauté dans votre pensée. De quand date-t-elle ? De votre texte sur le « socialisme vert », en préface au livre de Daniel Tanuro (2010) ?

Non, c'est un peu antérieur. À une université d'été de la LCR, j'ai eu une controverse avec Michel Lequenne sur le thème : « est-on trop nombreux sur Terre ? ». Dans la foulée, j'ai écrit un article sur ce sujet en 1994, avec en exergue une citation de Proudhon que j'avais trouvée géniale (« il n'y a qu'un seul homme de trop sur la Terre, c'est Malthus »). Et j'ai fait un peu plus tard, en 2000, un petit bouquin qui s'appelait *Sommes-nous trop ?*, et où il y a tout un volet sur l'écologie. C'est à ce moment-là, en gros, que l'écologie entre dans mon travail. J'appartiens à une génération qui était quand même assez productiviste... Il y a toujours eu, chez les économistes, une critique du contenu de la croissance, mais la mise en cause de la production elle-même n'avait pas vraiment sa place. Et puis l'évolution s'est faite progressivement. Mais je pense que cette évolution est plus un élargissement qu'un changement radical. Parce qu'il y a

déjà, chez Marx, quelques éléments qu'on peut utiliser pour une critique écologique. Je ne dis pas, comme J. Bellamy Foster, que Marx était écologiste avant la lettre, mais on peut tout à fait relier les problèmes sociaux aux problèmes écologiques.

Le projet de transformation sociale que vous avez porté, comme économiste et comme militant, est loin – il faut le reconnaître – d'avoir triomphé. Comment analysez-vous cet insuccès ? En d'autres termes : qu'est-ce qui a manqué (et, peut-être, manque encore) au discours des économistes critiques ?

Contrairement à ce qui est parfois avancé, la gauche de transformation sociale ne souffre pas d'une absence d'alternatives. Mais il faut évidemment leur adjoindre une stratégie. De ce point de vue, je continue à m'inspirer des démarches de Gorz et de Mandel. Il est d'ailleurs frappant de rappeler que Mandel proposait dans les années 1960 une stratégie de réformes de structure anticapitalistes : aujourd'hui quand on parle de « réformes structurelles », il faut comprendre contre-réformes. On mesure ainsi le chemin parcouru. Mais pour l'essentiel, cette approche reste valable, autour de deux principes : rupture avec l'ordre capitaliste et bifurcation vers un autre modèle. C'est un point de clivage avec ceux que j'appelle « révolutionnaires » qui font des plans en trois parties : 1. le capitalisme est monstrueux ; 2. le keynésianisme est (dans le meilleur des cas) inefficace ; 3. il faut abattre le capitalisme. Même si je suis d'accord sur ces trois points, il manque la réponse à cette question :

comment faire ? Quand on me la pose, en me demandant par exemple « comment modifier le rapport de forces ? », je découvre à chaque fois les limites de l'analyse, même critique. Et je botte en touche...

N. B. : On retrouvera, sur le site *hussonet.free.fr*, un grand nombre de textes, enregistrements et vidéos de Michel Husson. ■